

Avril 2011

	منظمة الأغذية والزراعة للأمم المتحدة	联合国 粮食及 农业组织	Food and Agriculture Organization of the United Nations	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture	Продовольствен ная и сельскохозяйств енная организация Объединенных	Organización de las Naciones Unidas para la Agricultura y la Alimentación
---	--	--------------------	---	---	--	--

COMITÉ DES PRODUITS

GRUPE INTERGOUVERNEMENTAL SUR LA BANANE ET LES FRUITS TROPICAUX

Cinquième session

Yaoundé (Cameroun), 3-5 mai 2011

SITUATION ACTUELLE ET PERSPECTIVES À COURT TERME

I. INTRODUCTION

1. L'une des fonctions principales du Groupe intergouvernemental sur la banane et les fruits tropicaux et de ses sous-groupes est de suivre les évolutions des économies productrices de fruits tropicaux et de bananes, et de réaliser des analyses complètes de l'offre, de la demande et de la fluctuation des coûts. Ces tâches sont étudiées d'une manière très complète dans les différents documents fournis pour la cinquième session du Groupe intergouvernemental sur la banane et les fruits tropicaux et sont inscrites à l'ordre du jour. Le document CCP:BA/TF 11/Inf.4, préparé par le Secrétariat, fait le point sur la situation actuelle du marché mondial de la banane et des fruits tropicaux, évalue divers aspects de l'offre et de la demande et aborde certains des problèmes et défis auxquels doit faire face ce groupe de produits. Les données présentées reposent sur les informations communiquées au Secrétariat par les membres du Groupe intergouvernemental et figurent sous une forme synthétique dans les tableaux annexés au présent document. Les questionnaires des sous-groupes ont fourni des statistiques récentes qui ont été compilées et sont présentées dans deux recueils de statistiques sur la production, les importations, les exportations, la consommation et les prix. Ces deux recueils portent les cotes CCP:BA/TF 11/CRS 1 et CCP:BA/TF 11/CRS 2. Les délégués sont invités à mettre à jour, le cas échéant, les informations concernant l'évolution de ces marchés dans leurs pays.

II. BANANES

A. INTRODUCTION

2. La banane est l'un des cinq fruits les plus couramment consommés dans le monde. Si l'on comprend la Cavendish, qui est la variété la plus commercialisée sur le plan international, la banane occupe, par ordre d'importance, le quatrième rang des cultures vivrières dans l'agriculture, après le riz, le blé et le maïs.

3. Dans la plupart des pays producteurs, la production de la banane est destinée exclusivement à la consommation intérieure, comme la production d'autres fruits tropicaux. Près de 20 pour cent seulement de la production de bananes est commercialisée sur les marchés internationaux. Ce commerce, qui ne concerne qu'un petit nombre de pays, est essentiellement contrôlé (à plus de 80 pour cent) par cinq entreprises multinationales. Cependant, depuis quelques années, de grandes chaînes de supermarché contestent le pouvoir de ces multinationales sur les principaux marchés d'importation.

4. Des bouleversements sont à attendre dans ce secteur. En effet, de nouveaux producteurs importants de bananes pourraient s'imposer à l'avenir sur les marchés mondiaux, peut-être l'Inde et le Brésil, qui produisent à eux deux le double du volume de bananes commercialisées sur le plan international. L'Afrique, également, pourrait jouer un rôle grâce à l'initiative *Tout sauf les armes*, qui vise à faire bénéficier les pays les moins avancés d'une entrée hors taxe dans l'UE de tous les produits (à l'exception des armes).

5. Le fait le plus marquant observé dans le commerce international de la banane depuis la dernière session du Groupe intergouvernemental sur la banane et les fruits tropicaux a été l'accord signé à la fin de 2009 entre les exportateurs de l'UE et de l'Amérique latine visant à réduire progressivement les tarifs douaniers sur les bananes importées dans l'UE, lesquels passeraient de 176 euros par tonne pour les pays qui ne sont pas membres de l'ACP (Afrique-Caraïbes-Pacifique) à 114 euros par tonne d'ici 2017. Une première réduction de 33 euros par tonne, soit 143 euros par tonne, est entrée en vigueur en mai 2010. Les analyses de l'impact de cet accord indiquent qu'il pourrait déboucher sur une réduction des prix et donc sur une hausse importante de la demande. Une étude commandée par le Centre international pour le commerce et le développement durable¹ prévoit une augmentation de la demande européenne d'environ 6 pour cent. Les importations d'Amérique latine augmenteraient de 17 pour cent, tandis que les volumes provenant des pays de l'ACP reculeraient de 14 pour cent. Les prix à l'importation pourraient baisser de 12 pour cent.

6. Entre-temps, la Commission a proposé d'affecter 200 millions d'EUR du budget de l'UE au programme de mesures d'accompagnement de la banane (BAM) qui a pour but d'aider les pays de l'ACP exportateurs de bananes à s'adapter. Les pays de l'ACP ont adopté plusieurs stratégies qui consistent notamment à:

- réduire les coûts de production et à lutter contre les maladies. Les fonds du BAM ont été utilisés pour la recherche de moyens permettant de lutter contre les maladies et de les éradiquer;
- diversifier et spécialiser davantage leur production en proposant notamment des bananes issues de la culture biologique (par exemple la République dominicaine) et du commerce équitable (par exemple les Îles Windward).

B. EXPORTATIONS

7. Les exportations mondiales de bananes, qui s'élevaient à 14,7 millions de tonnes, ont connu un léger recul témoignant de la contraction des disponibilités exportables d'Asie et d'Afrique. L'augmentation des volumes provenant d'Amérique latine et des Caraïbes n'a pas suffi à compenser ce recul. Les premières informations pour 2010 indiquent que cette tendance se poursuit (tableau 1).

8. En 2009, l'Amérique latine a continué d'être la principale région exportatrice. Les exportations de l'Équateur, qui est le plus grand exportateur de bananes en Amérique latine et dans le monde, ont poursuivi leur progression et atteint 5,5 millions de tonnes. Les premières informations communiquées pour 2010 indiquent que les exportations atteindraient 6 millions de tonnes. Les effets combinés de la réduction des tarifs douaniers de l'UE, de la fermeté des prix à la production et des conditions climatiques favorables se sont traduits par une augmentation de

¹ Giovanni Anania, Université de la Calabre.

l'offre de 9 pour cent. Le prix minimum officiel payé aux producteurs de bananes équatoriens est passé à 5,40 USD par caisse en juillet 2009 et il s'est maintenu en 2010. Il était de 4,70 USD par caisse en 2008. En 2009, la Colombie et le Guatemala ont connu une augmentation importante du volume de leurs exportations, respectivement de 17 et 12 pour cent. Pour 2010, les premières informations font état d'un recul respectif de 14 et de 24 pour cent, car les prix moyens à l'exportation de ces pays ont chuté de près de 12 pour cent. Au Costa Rica, les exportations se sont redressées de 14 pour cent en 2010 après s'être contractées de 17 pour cent en 2009 sous l'effet de mauvaises conditions climatiques.

9. Plusieurs faits marquants sont à noter en 2009 concernant les fournisseurs asiatiques. L'Inde, le plus grand producteur mondial de bananes, a continué à exporter vers l'UE en augmentant ses volumes de 65 pour cent. Aux Philippines, les disponibilités exportables ont été réduites de 24 pour cent suite au cyclone Ondoy et aux inondations dévastatrices qui en ont résulté. L'incidence de cette catastrophe naturelle s'est poursuivie en 2010 car les exportations ont chuté de 24 pour cent. L'accès au marché australien de la banane a continué d'être bloqué car les permis d'importation des bananes philippines dépendent des conclusions d'une étude indépendante commandée par la commission sénatoriale sur les mesures de gestion des risques. En Chine, les exportations de bananes ont reculé de 13 pour cent en 2009 et 2010 car les disponibilités exportables ont été nettement réduites sous l'effet d'une hausse de la consommation interne². La production de bananes est en forte croissance en Chine du fait de l'augmentation de la demande intérieure et cette augmentation pourrait avoir une incidence sur les exportations provenant des Philippines, qui représentent actuellement près de 85 pour cent du volume total des importations de bananes en Chine.

10. Enfin, en Afrique, le Cameroun et la Côte d'Ivoire, qui sont les deux plus grands exportateurs du continent, ont connu une contraction de leurs exportations, respectivement de 11 et de 3 pour cent. Les premières estimations indiquent que les exportations du Cameroun enregistreraient une nouvelle baisse, de 8 pour cent, en 2010.

C. IMPORTATIONS

11. Le volume des importations mondiales de bananes a diminué de 7 pour cent en 2009. L'augmentation du volume net des importations de la Chine, dopées par sa croissance économique vigoureuse, et du Japon, respectivement de 36 et de 15 pour cent en 2009, n'a pas suffi à compenser le recul des marchés d'importations traditionnels des États-Unis d'Amérique et de l'Union européenne (27 pays), où le volume net des importations a diminué de 11 et de 8 pour cent respectivement. Les études sur la distribution dans les marchés traditionnels montrent que la consommation a connu une baisse importante, non seulement de bananes, mais également d'autres fruits et de biens de consommation en général, car les dépenses de consommation se sont contractées dans l'Union européenne et aux États-Unis d'Amérique au début de 2009, probablement sous l'effet du ralentissement économique et de la hausse des prix à la consommation due à des coûts de transport plus élevés. Les informations concernant les importations pour les six premiers mois (de janvier à juin) de 2010 indiquent un accroissement significatif du volume des importations dans l'UE (27 pays), vraisemblablement dû à la réduction des tarifs douaniers et à la reprise naturelle de la consommation. En juin 2010, le volume des importations de bananes en UE était déjà égal à 84 pour cent du volume total importé en 2009.

D. PRIX

12. Les prix de la banane sont restés soutenus sur les principaux marchés d'importations en 2009, mais malgré des *prix à l'importation* et des *prix de gros* plus élevés en France, les *prix de détail* ont en fait baissé de 2 pour cent (tableaux 3, 4 et 5). En étudiant les problèmes liés aux filières d'approvisionnement, le Secrétariat a remarqué que des changements subtils se produisaient dans la structure des marchés de la banane et que ces changements avaient une

² Voir le document CCP:BA/TF 11/3.

influence sur les politiques de prix des principaux acteurs. En effet, la distribution et le commerce de gros de la banane étaient naguère traditionnellement contrôlés par un petit nombre d'acteurs. Désormais, les grands distributeurs (principalement les réseaux de supermarchés) influencent de plus en plus le fonctionnement du marché de la banane. Ils seraient d'ailleurs les seuls acteurs à réaliser constamment des profits sur ce marché, malgré les guerres de prix dans lesquels ils sont constamment engagés. Les politiques de prix des réseaux de supermarchés consistent à proposer des prix attractifs pour attirer les consommateurs dans leurs magasins afin qu'ils achètent d'autres biens. En fait les guerres de prix ont débouché sur une baisse de 40 pour cent des prix de détail au Royaume-Uni entre 2002 et 2007, et malgré l'augmentation massive de l'offre en 2008-2009, qui a entraîné une baisse des prix des fruits et des légumes de 10 pour cent, les prix de la banane ont chuté de 36 pour cent.

13. Cependant, en 2009, la tendance à la hausse des *prix à l'importation* s'explique par l'augmentation du coût des intrants et du transport. En Asie, elle est due à une contraction de l'offre qui résulte d'une réduction des exportations des Philippines. Compte tenu du coût élevé des intrants et du transport, il reste peu de marge de manœuvre pour répercuter les prix au niveau des importations ou du CIF (coût, assurance et fret). Les marges étaient cependant suffisamment importantes entre les niveaux de CIF et de détail pour que les acteurs procèdent à des ajustements conformes à leurs politiques de prix.

III. FRUITS TROPICAUX

A. INTRODUCTION

14. Les fruits tropicaux sont importants pour les pays en développement tant du point de vue nutritionnel que commercial. Cultivés en grande partie dans les pays tropicaux à des fins commerciales et de subsistance, ils ont été, jusque dans les années 1970, principalement utilisés pour la consommation locale. Ces fruits sont une source immédiate et relativement bon marché de vitamines et de minéraux, qui sont des éléments nutritionnels importants. Au cours de ces dernières années, les volumes commerciaux ont considérablement augmenté car les pays en développement ont compris que les fruits tropicaux leur permettaient de se diversifier et de ne pas dépendre uniquement des exportations traditionnelles de produits vivriers, dont les prix connaissaient une tendance à la baisse.

B. PRODUCTION

15. La production de fruits tropicaux était estimée à plus de 82,2 millions de tonnes en 2009, soit un volume légèrement inférieur aux 82,5 millions de tonnes produites en 2008 (tableau 6). L'espèce principale était la mangue, dont le volume mondial s'élevait à 31,7 millions de tonnes, ce qui représentait 39 pour cent de la production mondiale de fruits tropicaux. La production d'ananas comptait pour 23 pour cent, suivie par la papaye (13 pour cent) et l'avocat (4 pour cent). Les fruits tropicaux mineurs, c'est-à-dire ceux qui sont commercialisés dans de plus petits volumes, comme le litchi, le durian, le ramboutan, la goyave et le fruit de la passion, représentaient une production de 17,8 pour cent en 2009, soit 22 pour cent de la production totale de fruits tropicaux.

16. L'Asie est la plus grande région de production de fruits tropicaux, devant l'Amérique latine et les Caraïbes, l'Afrique et l'Océanie. En 2009, l'Asie était le principal producteur de mangues et comptait pour 75 pour cent dans la production mondiale de ce fruit. L'Amérique latine et les Caraïbes représentaient 14 pour cent, l'Afrique 11 pour cent et le reste était produit en Océanie. La production d'ananas était aussi dominée par l'Asie, avec 52 pour cent de la production mondiale, suivie par l'Amérique latine et les Caraïbes (34 pour cent) et l'Afrique (12 pour cent). La région de l'Amérique latine et des Caraïbes représentait près de 65 pour cent de la production d'avocats et 33 pour cent de la production mondiale de papayes.

17. Les données sur les fruits tropicaux mineurs restent rares, mais une évaluation a été faite à partir des informations communiquées par certains pays producteurs et provenant du secteur industriel. Sur les 17,8 millions de tonnes de fruits tropicaux mineurs produits en 2009, la production de goyave s'élevait à 34 pour cent, devant le litchi (19 pour cent), le longan (16 pour cent), le durian (13 pour cent), le ramboutan (12 pour cent) et le fruit de la passion (6 pour cent).

C. ÉCHANGES COMMERCIAUX

18. Près de 90 pour cent de la production mondiale de fruits tropicaux est consommée dans les pays producteurs eux-mêmes, par l'intermédiaire des marchés formels et informels. Dix pour cent de la production est vendue sur les marchés internationaux, soit 5 pour cent sous forme de fruits frais et 5 pour cent sous forme de fruits transformés. La contribution de ces fruits aux revenus de l'exploitation/du ménage rural est considérable, la valeur de la production étant estimée à 18 milliards d'USD en 2009 (dernières données disponibles).

19. Le volume de fruits tropicaux frais commercialisés sur les marchés internationaux ne représente qu'une faible part de la production totale. Il est néanmoins important par rapport aux autres fruits et la valeur des exportations est somme toute assez élevée. En 2009, la valeur totale des échanges internationaux de fruits tropicaux était de 5,4 milliards d'USD, contre 7,9 milliards d'USD pour la banane, 5,4 milliards d'USD pour la pomme, 4 milliards d'USD pour l'orange et 2,1 milliards d'USD pour la poire. Par ailleurs, le commerce des fruits tropicaux transformés s'élève à 6,5 milliards d'USD.

D. EXPORTATIONS

20. Les exportations mondiales des principaux fruits tropicaux frais ont reculé de 6 pour cent en 2009, soit un volume de 3,95 millions de tonnes. Ce recul s'explique notamment par la forte baisse de 22 pour cent des exportations d'ananas (tableau 7). Après avoir atteint un volume record de 1,1 million de tonnes en 2006, le taux de croissance des exportations d'ananas MD-2 s'est stabilisé en 2007-2008, avant de reculer en 2009. Les exportations mondiales d'autres fruits tropicaux frais en 2009 montrent une augmentation importante pour l'avocat (23 pour cent), la papaye (15 pour cent) et la mangue (6 pour cent). Les exportations mondiales de fruits mineurs en 2008 (dernières données disponibles) indiquent une croissance continue mais moins soutenue qu'auparavant car le commerce intrarégional a légèrement fléchi en Asie par rapport à ses tendances historiques. Il s'agit là peut-être des premiers signes de la récession économique dans la région.

E. IMPORTATIONS

21. Les importations mondiales des principaux fruits tropicaux frais ont augmenté de 5 pour cent pour atteindre 4,2 millions de tonnes en 2009 (tableau 8). Les États-Unis d'Amérique ont été le plus grand importateur de fruits tropicaux frais, suivis par l'UE, le Japon et la Chine. Les États-Unis d'Amérique et l'UE ont représenté 75 pour cent des importations mondiales d'ananas, de mangue, de papaye et d'avocat en 2009. La part des États-Unis d'Amérique était de 40 pour cent et celle de l'UE de 35 pour cent. En revanche, les importations de fruits tropicaux mineurs ont été dominées par la Chine, Singapour et la Malaisie, car la demande de ces produits est surtout concentrée en Asie.

F. ÉVOLUTION DES PRIX DANS LES PRINCIPAUX MARCHÉS

22. Les informations sur les prix varient largement selon la qualité et l'origine des produits. Les prix de gros des ananas ont baissé en 2009 dans tous les principaux marchés du fait d'un approvisionnement abondant d'ananas MD-2. Cependant, sur le marché français, si les prix de l'ananas du Costa Rica (principalement le MD-2) ont reculé, ceux de l'ananas de Côte d'Ivoire (principalement le Cayenne lisse) ont augmenté. Les données sur les prix de gros des fruits sélectionnés sont disponibles dans le recueil sur les fruits tropicaux, publié sous la cote CCP:BA/TF 11/CRS 2.

IV. PERSPECTIVES À MOYEN TERME

23. Des projections ont été établies pour déterminer les perspectives à moyen terme des marchés de la banane et des fruits tropicaux jusqu'en 2019. Des modèles dynamiques pour séries temporelles ont été utilisés en faisant appel notamment à des modèles à vecteur autorégressif (VAR) pour estimer l'évolution de la production, de la consommation et des échanges commerciaux. Les projections se sont basées sur certaines hypothèses, en particulier des conditions climatiques normales et la continuité des tendances observées antérieurement pour les rendements et les superficies plantées. Les variables exogènes prises en compte sont notamment les perspectives démographiques, les taux d'inflation escomptés, les variations des taux de change et la croissance des revenus. Si les projections au niveau mondial semblent raisonnables, il apparaît cependant nécessaire de les désagréger au niveau national. Il faut par ailleurs procéder à des ajustements pour mieux tenir compte des évolutions de politiques récentes et de leur incidence sur le commerce international des fruits considérés. Le Secrétariat espère que ces projections pourront être examinées lors de la prochaine session du Groupe intergouvernemental sur la banane et les fruits tropicaux. Des projections préliminaires au niveau mondial sont présentées au tableau 9. Les délégués sont invités à partager les plans de développement de leurs pays concernant la banane et les fruits tropicaux afin que le Secrétariat les prenne en compte lorsqu'il affina les projections à moyen terme pour la prochaine session.

V. OBSERVATIONS FINALES

24. Compte tenu des informations qui existent actuellement sur l'offre et la demande mondiales et des perspectives qui seront disponibles sur l'évolution des marchés, on trouvera ci-dessous des observations finales sur l'évolution du marché de la banane et des fruits tropicaux, les principaux défis posés notamment par la flambée des prix du pétrole, la nécessité d'améliorer le rapport coût-efficacité, les politiques à mettre en œuvre et la collaboration intergouvernementale.

25. En ce qui concerne le marché de la banane, les préoccupations relatives à l'environnement, aux politiques commerciales, à la sécurité sanitaire des aliments et à la santé auront une incidence sur la production, le commerce et la consommation, et il n'existe aucune garantie que les producteurs de bananes des pays en développement bénéficient à parts égales de l'augmentation de la production et de la croissance des échanges.

26. Le marché relatif aux autres fruits tropicaux a nettement évolué depuis les années 1980. Comme il est parvenu à maturité, les prix élevés dus à la nouveauté ont donc virtuellement disparu, remplacés par des prix élevés justifiés par la qualité. L'importance de la qualité sur un marché international du fruit où l'offre est abondante a conduit plusieurs multinationales à mettre en place des vergers ainsi que les infrastructures post-récolte nécessaires pour produire et emballer les fruits destinés à certains marchés d'exportation. Ces évolutions ont permis aux fruits tropicaux d'être concurrentiels dans le segment supérieur du marché et de maximiser les gains grâce à la vente de fruits frais dans un segment où les prix unitaires sont élevés et contribuent à un accroissement rapide de la valeur des échanges.

27. Les hausses des prix du pétrole et leurs répercussions sur le prix des intrants et du fret ont réduit les marges bénéficiaires le long de la chaîne de valeur. Certains des coûts ont été transférés aux distributeurs, qui les ont répercutés à leur tour aux consommateurs. Cependant, du fait de la concurrence intense qui règne dans le commerce des fruits et de l'élasticité relativement plus élevée des prix des fruits tropicaux dans certains marchés développés, des hausses soudaines de prix pourraient conduire au remplacement des fruits tropicaux par d'autres fruits. Pour rester compétitifs sur ce marché, il faut donc procéder à des investissements importants dans les nouvelles technologies pour diminuer les coûts de production tout au long de la chaîne de valeur des fruits tropicaux. Il faut notamment investir dans les technologies de conditionnement économiques et efficaces, des équipements de transformation et des entrepôts peu coûteux en

énergie. Des efforts doivent être consentis pour appliquer des méthodes de production économiquement efficaces et renforcer les réseaux de distribution.

28. Les unités de production et les sociétés de négoce de grande dimension sont les mieux positionnées pour supporter une hausse des coûts de production. Elles peuvent en effet plus facilement transférer les coûts supplémentaires le long de la filière d'approvisionnement car elles occupent une position solide sur les marchés. De nombreuses sociétés plus petites ne sont pas capables d'en faire autant et peuvent disparaître de ce secteur industriel, d'où une perte d'emplois et de revenus, notamment dans les zones rurales. D'autres recherches sont nécessaires dans ce domaine pour évaluer les conséquences sur les consommateurs et la chaîne de valeur.

29. Les prévisions effectuées par le Secrétariat suggèrent que des débouchés importants existent pour le commerce de la banane et des fruits tropicaux d'autant que ces derniers, en particulier, devraient continuer de faire l'objet d'une forte demande, certes moins accentuée que lors de la dernière décennie. Les principaux défis à relever pour que ce marché continue de croître semblent liés à l'adoption d'une approche coordonnée de la gestion de la chaîne d'approvisionnement de la production à la vente, pour les produits frais et les produits transformés.

30. Des politiques concrètes doivent être mises en œuvre pour résoudre les problèmes des petits producteurs et des transformateurs. Elles doivent notamment faciliter l'accès au crédit et aux informations relatives à la technologie, aux prix et aux coûts. Le gouvernement doit aussi promouvoir des politiques encourageant les coopératives de petits exploitants, en vue de donner à ces derniers les moyens d'agir tant au niveau de la production qu'à celui de la transformation. L'augmentation des coûts de production laisse craindre qu'un petit nombre d'acteurs, en particulier les grands producteurs, les supermarchés et les grandes sociétés de négoce, s'arrogent une part toujours plus importante de la croissance potentielle des marchés.